



Tous droits réservés

PROCÉDURE PÉNALE

Séance 4 - L'action civile

I. L'action civile.....	2
A) Le déclenchement de l'action civile	2
1) <i>Le droit d'option de la victime</i>	<i>2</i>
2) <i>L'action civile exercée devant la juridiction répressive</i>	<i>3</i>
a) <i>Avant la poursuite par le Parquet</i>	<i>3</i>
b) <i>La voie d'intervention</i>	<i>4</i>
B) L'exercice de l'action civile.....	5
1) <i>Le demandeur à l'action civile</i>	<i>5</i>
a) <i>L'action de la victime</i>	<i>5</i>
b) <i>Les conditions particulières de l'action civile exercée par les personnes morales</i>	<i>6</i>
2) <i>Les défendeurs à l'action civile</i>	<i>7</i>
C) L'extinction de l'action civile	7
1) <i>La prescription.....</i>	<i>7</i>
2) <i>Les autres causes d'extinction de l'action civile.....</i>	<i>8</i>

I. L'action civile



Définition : L'action civile vise à obtenir la réparation du dommage causé par l'infraction (**art.2 al2 CPP**).

Cette action peut être menée devant la juridiction civile, mais également devant la juridiction répressive.

L'action de la victime est de nature à la fois indemnitaire, car elle vise à la réparation d'un dommage (**art.1 CPP**).

A) Le déclenchement de l'action civile

1) Le droit d'option de la victime



À retenir : La victime qui subit un préjudice découlant d'une infraction dispose en principe d'un choix entre la voie civile et la voie pénale (**art. 3 et 4 CPP**).

Tempérament : dans certains cas la voie civile est fermée à la victime. Comme c'est le cas, par exemple en matière de diffamation.

Dans certains cas, la voie répressive est exclue, c'est le cas devant la Haute cour et devant la Cour de justice de la République.

L'option est définitive et irrévocable c'est ce que dispose **l'article 5 du Code de procédure pénale** : « la partie qui a exercé son action devant la juridiction civile compétente ne peut la porter devant la juridiction répressive ». Cette règle de l'irrévocabilité doit être invoquée avant toute défense au fond et ne peut l'être en appel ou en cassation.

Tempérament : la règle de l'irrévocabilité a des limites. A titre d'exemple :

- la saisine du juge des référés civile ne suppose pas l'abandon de la voie criminelle (**art.5-1 CPP**) ;
- « Le désistement de la partie civile ne met pas obstacle à l'action civile devant la juridiction compétence » (**art. 426 CPP**).

2) L'action civile exercée devant la juridiction répressive

Si la victime désire être indemnisée du préjudice, elle a l'obligation de :

- soit avant toute poursuite lancée par le Parquet : par voie d'action ;
- soit après que le ministère public a engagé l'action publique : par voie d'intervention.

a) Avant la poursuite par le Parquet

Lorsque le ministère public n'a aucunement lancée l'action publique, la victime peut former son action civile par la **citation directe** ou la **constitution de partie civile**.

- La citation directe



Définition : La victime peut citer le prévenu directement devant la juridiction de jugement (**art. 551 al1 CPP**).

- La constitution de partie civile :



Définition : C'est un document daté, signé et adressé au juge d'instruction où la victime demande des dommages et intérêts.

Seul le ministère public peut saisir le juge d'instruction, en matière contraventionnelle. À l'inverse, la constitution de partie civile s'impose en matière criminelle pour ouvrir l'instruction.

La recevabilité de la plainte avec constitution de partie civile est conditionnée en matière délictuelle, à la condition que la personne justifie :

- soit que le procureur de la République qui a fait connaître qu'il n'engagera pas de poursuites à la suite d'une plainte déposée devant lui ou un service de police judiciaire ;
- soit de l'inertie du ministère public depuis 3 mois à compter du dépôt de sa plainte devant le procureur de la République ou de la date à laquelle elle lui a adressé copie de sa plainte déposée devant le service de police judiciaire (**art.85 al2 CPP**).

Le juge d'instruction transmet la plainte au procureur de la République lequel prend ses réquisitions (**art. 86 CPP**).

La constitution de partie civile possède deux conséquences :

- la victime est une partie au procès ;
- le déclenchement de l'action publique.

- La victime, partie au procès pénal

La victime ne peut donc plus être entendue comme témoin (**art. 422 et 536 CPP**), uniquement dans le cadre de renseignement sans prestation de serment. Elle peut obtenir des dommages-intérêts en réparation de son préjudice.

- La mise en mouvement de l'action publique

La constitution de partie civile entraîne la mise en mouvement l'action publique. Seul le ministère public peut décider de la réouverture de l'information sur charges nouvelles (**art. 190 CPP**).

b) La voie d'intervention

Lorsque le ministère public déclenche l'action publique, la victime peut exercer l'action civile en se constituant partie civile. Dès lors elle peut formuler sa demande

de dommages-intérêts (**art. 87 CPP**). La victime peut se constituer partie civile directement devant la juridiction de jugement (**art. 418 CPP**).

B) L'exercice de l'action civile

1) Le demandeur à l'action civile



À retenir : Il s'agit de la victime ou ses ayants droit. Personne physique ou morale.

a) L'action de la victime

L'action civile en réparation du dommage engendré par un crime/ délit/ contravention appartient à toutes personnes, lesquelles supportent le dommage qui est la conséquence de l'infraction (**art. 2 CPP**). Le préjudice subi doit être : actuel, personnel, direct.

Préjudice certain = le préjudice doit être **certain, actuel ou né et actuel**. Un préjudice éventuel ne peut donner lieu à une action civile. Il doit donc exister au moment de la mise en mouvement de l'action publique.

Préjudice direct = L'action civile est l'accessoire de l'action publique, le préjudice doit être **né d'une infraction punissable (art. 2 CPP)**. Les faits doivent pouvoir être poursuivis devant une juridiction répressive. De sorte que l'infraction ne doit pas être couverte par un fait justificatif, amnistie, prescription ou autorité de la chose jugée, abrogation de la loi pénale.

Préjudice personnel = Celui qui exerce l'action civile est **celui qui éprouve un préjudice**. Autrement dit, il est personnellement lésé (**art. 2 CPP**). Il peut s'agir de la victime directe ou bien des victimes par ricochet.

b) Les conditions particulières de l'action civile exercée par les personnes morales

L'exercice de l'action civile nécessite de justifier d'un préjudice personnel et direct. En cas, d'abus de biens sociaux, vol ou escroquerie, la personne morale peut agir, car elle subit un préjudice matériel.

Question : *Quid du préjudice qui découle de l'intérêt collectif ?*

- Les groupes professionnels :
- + les syndicats :

La **loi du 21 mars 1884** accorde un droit de défense des intérêts des professions par voie d'action en justice. L'**article L.2132-3** admet que les syndicats puissent agir en justice devant les juridictions répressives, mais le syndicat doit justifier d'une atteinte à un intérêt collectif et à un intérêt professionnel.

- + Les ordres professionnels



Définition : Les ordres professionnels (médecins, avocats, notaires, etc.) sont chargés d'assurer le respect de la déontologie de la profession qu'ils représentent, et en ce sens ils peuvent infliger des sanctions disciplinaires.

Ils peuvent être partie civile ou d'user de la **citation directe**.

- + Associations

Certaines associations ont le droit à l'action civile (**art. 2-1 à 2-24 CPP**).

- + Les personnes morales de droit public.

La personne morale de droit public a la possibilité de se constituer partie civile lorsqu'elle a directement été victime d'une infraction.

+ L'action civile exercée par d'autres personnes que la victime.

Elle peut être exercée par les **ayants cause** de la victime dans la mesure où cette action fait partie du patrimoine de cette dernière. Les créanciers de la victime ne peuvent exercer l'action civile devant la juridiction répressive.

2) Les défendeurs à l'action civile

L'action civile peut être exercée contre les héritiers du délinquant décédé.

Dans le seul but de constater l'existence d'une dette de réparation qui va grever le patrimoine du délinquant.

C) L'extinction de l'action civile

1) La prescription

L'action civile n'est pas mise en œuvre pendant un certain temps, elle s'éteint par l'effet de la prescription.

La victime ne peut pas obtenir de dommages-intérêts. Cette prescription est d'intérêts privés. Le juge ne peut la soulever d'office.

En droit civil, la prescription extinctive est de **5 ans**.

« Lorsque l'action civile est exercée devant la juridiction répressive, elle se prescrit selon les règles de l'action publique. Lorsqu'elle est exercée devant une juridiction civile, elle se prescrit selon les règles du Code civil » (**art. 10 al.1 CPP**). L'action civile peut être exercée devant les juridictions répressives seulement durant le délai de prescription de l'action publique, mais elle peut ensuite être exercée devant une juridiction civile dans les délais que prévoit le Code civil (sauf en matière de presse).

2) Les autres causes d'extinction de l'action civile

L'**article 2046 du Code civil** prévoit que la victime peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit. Les parties concluent un contrat pour éviter une contestation. L'action civile est éteinte. Le ministère public peut toujours mettre en mouvement l'action publique.

La chose jugée interdit à la victime qui a obtenu une décision définitive d'agir en dommage-intérêt devant une juridiction.